

Les organisations syndicales  
CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNSA, CFTC, SNEITTA, FO  
des Hautes-Alpes

**POUR DEFENDRE ET AMELIORER LA FONCTION PUBLIQUE !**

## **Place à la mobilisation**

Le projet de loi « relatif à la mobilité et aux parcours professionnels » validé par le Conseil des ministres est en cours d'examen au Sénat. S'y retrouvent toutes les mesures dont les organisations syndicales ont unanimement demandé le retrait, des mesures lourdes de conséquences pour les personnels et le service public sans le moindre dialogue social.

L'objectif essentiel est de faciliter les suppressions massives de postes dans la Fonction publique (35000 à 40000 emplois par an), en articulation avec les mesures annoncées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques publiques. Cette RGPP traduit le profond désengagement de l'Etat. Elle induit l'affaiblissement voire la suppression ou la privatisation de missions et de services ainsi que la détérioration des conditions de travail et l'accroissement de la précarité.

C'est bien un plan social qui s'annonce à la Fonction Publique même si le Gouvernement en refuse l'appellation ! A cela s'ajoutent les pertes de pouvoir d'achat des personnels.

La Révision Générale des Politiques Publiques comme la réforme de l'Etat se mettent en œuvre sans débat public, sans que soient posées la question des missions de service public et celle des besoins des usagers et des citoyens sur l'ensemble du territoire.

**Pour une Fonction publique et des services publics de progrès social au service de la population, nous exigeons :**

- un véritable débat démocratique sur la réforme de l'Etat et de la Fonction publique en partant des besoins de tous ;
- un emploi public, statutaire et qualifié, permettant des services publics de qualité accessibles sur l'ensemble du territoire ;
- l'amélioration du statut du fonctionnaire qui garantit la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agents dans l'exercice de leurs missions ;
- un développement de la mobilité choisie qui s'oppose à la mobilité subie et l'abandon du recours à l'intérim.

**MANIFESTATION**

**15 MAI 2008 à 10 H**

**Départ devant l'Inspection Académique**

**AG à 14 H Salle Dum'art (14, av Commandant Dumont)**

## **LE SERVICE PUBLIC EST NOTRE RICHESSE**

### **MOBILISONS-NOUS !**

De fusion en restructuration, d'externalisation en privatisation et de flexibilité en précarité, la vaste opération de destruction des fondements du Service Public s'accélère sous nos yeux. La Révision Générale des Politiques Publiques est le plus récent développement de cette campagne dirigée par le gouvernement, encouragée par le patronat et menée par les cabinets privés.

Or face à la montée des inégalités, seuls les service publics sont les garants de l'exercice effectif des droits des citoyens.

La satisfaction des besoins essentiels doit être reconnue comme un droit fondamental. Cela implique le choix d'une société solidaire, la maîtrise des biens communs et l'activité efficace des services publics indispensables au développement économique, social et culturel.

L'intérêt général a besoin de personnels dont la qualification soit reconnue, présents sur tout le territoire, et non de salariés interchangeable et corvéables à merci ; de solidarité et non de concurrence ; de stabilité et non de précarité ; de sens des responsabilités et non de docilité ; d'indépendance et non de soumission aux intérêts particuliers. Toutes choses que le statut de fonctionnaire, mis en œuvre depuis la Libération, a contribué à réaliser.

**C'est l'ensemble de la Fonction Publique qui est attaqué aujourd'hui.**

**Pour l'Etat « Action publique = dépense »**

**Pour Solidaires, « Action Publique = richesse »**



Contrairement à ce qu'il prétend, le chef de l'Etat n'a aucun mandat.

Nous n'acceptons pas qu'il y ait de moins en moins de services, moins de personnel et moins d'Etat sur le territoire.

**Nous appelons à la mobilisation citoyenne pour mettre un terme à cette politique destructrice.**

**Rassemblons-nous contre la RGPP**

**Rassemblons-nous autour des valeurs de solidarité, de justice et d'efficacité de tous les services publics.**